

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	48	27

N° de la séance : 07

Objet de la délibération : DGA / AD -
Contrat Régional d'Equilibre Territorial -
Approbation

 Original
Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.166

Date de la convocation :

Le 13/12/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **23 DEC. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **28 DEC. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 décembre 2016

L'an deux mil seize et le 19 décembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Eric PAUGET, Khéra BADAoui

PROCURATIONS :

Roger CRESP à Gilbert TAULANE, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Marie BENASSAYAG à Albert CALAMUSO, Marina LONVIS à Angèle MURATORI, Eric DUPLAY à Nathalie DEPETRIS, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel BERTRAND à Michelle SALUCKI, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Michel MAZUET, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Anne-Marie DUMONT, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Par délibération n°15-2 en date du 20 février 2015, la Région a créé le Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET), permettant aux priorités régionales et locales de se conjuguer afin de soutenir le développement des territoires.

Il repose sur une stratégie partagée de développement et d'aménagement durables et se déclinent en une série d'opérations prioritaires et structurantes selon quatre axes :

- Aménagement et l'équipement du territoire ;
- La transition écologique et énergétique ;
- Le développement économique ;
- La mobilité.

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis fait partie du périmètre des territoires engagés dans le présent contrat, au titre des grandes agglomérations urbaines. Dans ce cadre, elle souhaite promouvoir les grands projets suivants :

- Soutenir un aménagement raisonné en combinant les projets phares tels que Sophia 2030, par le développement des zones d'activités économiques et par la production de logements sociaux ;
- Promouvoir la transition énergétique, par l'engagement du territoire, par la poursuite de l'exemplarité de l'action publique et en fédérant l'ensemble des acteurs et des habitants ;
- Développer l'économie du territoire par une politique de soutien à l'innovation en réalisant un nouvel équipement structurant. Le Business Pôle 2.0 disposera d'outils tels que la pré-incubation et l'accélération, en passant par la pépinière et l'hôtel d'entreprise, le showroom, les ateliers de prototypage, etc. ;
- Satisfaire les besoins en mobilité des sophilopolitains par le développement de l'offre de transport vers et sur Sophia Antipolis, ainsi que l'intermodalité.

Ce contrat de partenariat représente plus de 200 millions d'euros de projets dont 16.5 millions d'euros de soutien régional. Conçu pour une durée de trois ans (2017-2019), il précise notamment, les modalités financières et les conditions de mise en œuvre permettant la réalisation de l'ensemble des opérations identifiées dans les axes précités ;

Par ailleurs, l'article 5 « gouvernance du contrat » prévoit un comité de pilotage qui sera composé du Président de la CASA ou de son représentant. Ainsi, il est nécessaire de désigner Monsieur Marc DAUNIS en tant que représentant de la CASA au sein de ce comité de pilotage.

Aussi, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le Contrat Régional d'Equilibre Territorial, joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit Contrat,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de ce règlement notamment pour les demandes de cofinancements,
- de désigner Monsieur Marc DAUNIS en tant que représentant de la CASA au sein du comité de pilotage du CRET.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le Contrat Régional d'Equilibre Territorial, joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit Contrat,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de ce règlement notamment pour les demandes de cofinancements,
- de désigner Monsieur Marc DAUNIS en tant que représentant de la CASA au sein du comité de pilotage du CRET.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 décembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

CONTRAT REGIONAL
D'EQUILIBRE TERRITORIAL
2017-2019

**REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR /
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**



ENTRE

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par son Président, Monsieur Christian ESTROSI, dûment habilité par la délibération de l'Assemblée régionale n°.....en date du, ci-après désignée « la Région »

D'une part,

ET

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, dûment habilité par délibération n°..... en date du, ci-après désigné « l'agglomération » ou « le Territoire »,

D'autre part,

VU le règlement financier de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

VU la délibération n° 13-1566 du 13 décembre 2013 du Conseil régional relative à l'introduction des critères économiques, sociaux et environnementaux du développement durable :

- incitation à l'efficacité énergétique dans les bâtiments ;
- poursuite de la sensibilisation et de l'accompagnement des porteurs de projets ;

VU la délibération n°15-2 du 20 février 2015 du Conseil régional, délibération cadre sur la nouvelle politique contractuelle avec les Territoires - Création du Contrat Régional d'Equilibre Territorial ;

VU la délibération n°15-268 du 24 avril 2015 du Conseil régional relative au Contrat Régional d'Equilibre Territorial - cadre d'intervention des espaces ruraux, agglomérations et Territoires de montagne et au cadre d'intervention des espaces métropolitains et grandes agglomérations urbaines ;

VU la délibération n°15-269 du 24 avril 2015 du Conseil régional relative au Contrat Régional d'Equilibre Territorial - Expérimentation du dispositif "Quartier de gare - intégration urbaine des Pôles d'Echanges Multimodaux" ;

VU la délibération n°15-271 du 24 avril 2015 du Conseil régional relative au Contrat Régional d'Equilibre Territorial - Modalité de mise en œuvre dans le cadre de la politique régionale de soutien au logement, à l'habitat, et de la politique foncière régionale ;

VU la délibération n°15-578 du 26 juin 2015 du Conseil régional approuvant les Contrats Régionaux d'Equilibre Territorial entre la Région et le Territoire Asses-Verdon-Vaïre-Var, la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon, le Territoire Dignois, le Territoire Durance Provence, le Territoire de Haute Provence, le Territoire Luberon, le Territoire Sisteronais Buëch, le Territoire vallée d'Azur Mercantour et le Territoire Ventoux ;

VU la délibération n° 15-967 du 16 octobre 2015 du Conseil régional approuvant les Contrats Régionaux d'Equilibre Territorial entre la Région et le Territoire Serre-Ponçon Ubaye Durance, le Territoire Grand Briançonnais, le Territoire Pays d'Arles, le Territoire Verdon Haut Var et le Territoire Haut Vaucluse ;

Vu la délibération n° 16-71 du 08 avril 2016 du Conseil régional approuvant le Contrat d'Equilibre Territorial entre la Région et la Métropole Nice Côte d'Azur ;

VU la lettre d'intention de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, en date du 19 octobre 2016, exprimant leur volonté d'être chef de file d'un CRET ;

PREAMBULE	5
Titre I - Dispositions générales.....	6
Article 1 - Territoire concerné	6
Article 2 - Objet du contrat.....	6
Article 3 - Orientations du contrat	6
Article 4 - Structuration du contrat.....	8
4-1 Le volet stratégique	8
4-2 Le volet opérationnel.....	8
Article 5 - Gouvernance du contrat.....	8
Article 6 - Durée du contrat - Clause de revoyure.....	8
Titre II - Modalités financière	8
Article 7 - Enveloppe financière	8
Article 8 - Taux de subvention	8
Article 9 – Ingénierie	9
Titre III - Modalités d'application du contrat	9
Article 10 - Conditions de mise en œuvre	9
10-1 Dépôt des demandes de subventions.....	9
10-2 Mise en œuvre des subventions.....	9
10-3 Conditions d'utilisation des subventions	9
10-4 Modalités de paiement et délai de validité des subventions.....	9
10-5 Modalités de contrôle.....	9
10-6 Reversement des subventions.....	10
10-7 Mise en œuvre de conventions.....	10
10-8 Suivi de la programmation annuelle et du PPI.....	10
Article 11 - Outils partagés.....	10
Article 12 – Communication.....	10
Article 13 - Evaluation du contrat.....	11
Article 14 - Conditions et modalités de résiliation du contrat	11
Article 15 - Responsabilité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	11
Article 16 - Litiges.....	11

Annexes

Annexe 1 – Orientations stratégiques du Territoire pour la durée du Contrat

Annexe 2 – programmation prévisionnelle

PREAMBULE

A travers le Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET), la Région entend accompagner les territoires dans leur stratégie d'aménagement et de développement et organiser au mieux la rencontre entre priorités locales et régionales. Il permet de mieux articuler les politiques régionales, de leur donner plus de lisibilité en les mobilisant sur des opérations structurantes et de renforcer ainsi les effets leviers de l'intervention régionale.

Le Contrat Régional d'Equilibre Territorial a également pour objectif d'intégrer les politiques contractuelles 2015-2020 issues du partenariat avec l'Etat et l'Union européenne ainsi qu'avec les Parcs Naturels Régionaux : Contrat de Plan Etat Région (CPER) ; Contrat de Plan Interrégional (CPIER) Plan Rhône et Massif ; Contrats de ville ; programmation 2014-2020 des fonds européens ; Conventions d'objectifs des Parcs Naturels Régionaux 2015-2020.

Au regard de la structure géographique, économique et sociale du territoire de Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Région a fait le choix au titre de ces contrats de distinguer :

- d'une part, les espaces ruraux, agglomérations et territoires de montagne ;
- d'autre part, les espaces métropolitains et grandes agglomérations urbaines.

Conçus pour une durée de trois ans, les contrats comportent une clause de revoyure à mi-parcours soit à 18 mois.

Ils reposent sur une stratégie partagée de développement et d'aménagement durables et se déclinent en une série d'opérations prioritaires et structurantes selon les quatre axes thématiques suivants :

- l'aménagement;
- la transition écologique et énergétique ;
- le développement économique ;
- les mobilités.

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 - Territoire concerné

Le Territoire engagé dans le présent Contrat Régional d'Equilibre Territorial comprend le périmètre de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Chef de file du CRET.

Article 2 - Objet du contrat

Le Contrat définit les orientations stratégiques et les projets structurants sur lesquels la Région et les signataires s'entendent afin de poursuivre le développement du Territoire.

Article 3 - Orientations du contrat

Le projet proposé par le Territoire s'articule autour des priorités suivantes :

1- L'aménagement

Premier territoire des Alpes-Maritimes à approuver un SCOT (en 2008 – actuellement en révision) et à engager une stratégie foncière d'agglomération avec l'EPF Paca dès 2004, la communauté d'agglomération Sophia Antipolis met en œuvre depuis dix ans des projets urbains importants prenant appui notamment sur les engagements du Projet d'agglomération et sur l'identification d'espaces à enjeux de développement d'intérêt communautaire.

Réussite incontestable fondée sur un modèle spatial innovant, Sophia Antipolis est aujourd'hui une référence mondiale de territoire d'activités qui réunit les domaines de la formation, de la recherche et de la production en donnant une place initiale considérable à la nature, à l'environnement et au paysage. Cependant, ce modèle présente aujourd'hui quelques limites et dysfonctionnements issus de la croissance rapide de la technopole et de l'évolution profonde des modes de vie.

Pour poursuivre sa trajectoire, Sophia Antipolis dispose aujourd'hui de grandes perspectives de développement, avec plus de 150 hectares de propriétés publiques potentiellement urbanisables. Une réflexion a été engagée avec l'Etat visant l'identification des défis auxquels la technopole doit répondre (attractivité, innovation, renouvellement urbain, accessibilité...), le renouvellement du concept originel de la technopole et la traduction programmatique et spatiale sur le territoire.

2- La transition écologique et énergétique

Le territoire de la technopole Sophia Antipolis, première technopole d'Europe, constitue un support spécifique et idéal pour cet enjeu, capitalisant sur sa singularité et sa capacité d'innovation depuis presque cinquante ans.

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est en effet active depuis 2008 dans la mise en œuvre de la transition énergétique avec tout d'abord la mise en œuvre d'un Plan Local Energie Environnement pour la période 2009 – 2012 puis son évolution par l'adoption d'un Plan Climat Energie Territorial mis en œuvre sur la période 2014 – 2019, en partenariat avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, la Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins et les villes d'Antibes, Cannes et Grasse.

Le PCET de la CA Sophia Antipolis s'organise en 5 axes stratégiques : Engager l'Ouest 06 vers la construction d'un territoire durable ; Conforter l'attractivité du territoire en anticipant les effets du changement climatique ; Engager le territoire vers la transition énergétique ; Poursuivre l'exemplarité de l'action publique ; Fédérer l'ensemble des acteurs et des habitants.

Cette stratégie se concrétise à travers la mise en œuvre d'une cinquantaine d'actions qui couvrent l'ensemble du champ des compétences de la collectivité : aménagement du territoire, mobilités, collecte des déchets, habitat/logement, logistique urbaine, environnement, etc.

Les installations existantes et les projets à venir sur les 20 prochaines années seront des supports prioritaires pour la mise en œuvre de ces objectifs qui garantiront également l'attractivité renouvelée de la technopole.

3- Le développement économique

Le Projet d'Agglomération de la CASA poursuit trois objectifs stratégiques en matière de développement économique :

- Le renouvellement qualitatif de la compétitivité économique du territoire ;
- La diversification sectorielle et géographique des activités économiques ;
- Le renforcement du rayonnement économique du territoire, du local à l'international.

Ces objectifs concernent tout particulièrement le soutien aux secteurs économiques moteurs de l'agglomération : les activités innovantes et Sophia Antipolis, le tourisme et le commerce.

Dans ce contexte, la CASA souhaite renforcer les moyens en faveur de sa politique de développement économique au travers de projets structurants en partenariat avec la Région PACA.

A Sophia Antipolis, il s'agit d'agir sur le rayonnement et l'attractivité de la technopole au profit de la dynamisation des écosystèmes de startups et d'entreprises leaders en soutenant la chaîne de l'innovation sophilopolitaine et les créations d'entreprises.

Hors des espaces de la technopole, le SCOT de la CASA approuvé en 2008 identifie 14 espaces à enjeux à vocation « activités économiques ». Un travail coordonné est engagé pour permettre le développement dès 2017 de certains de ces sites et répondre aux obligations de la Loi NOTRe relatives au transfert obligatoire des ZAE aux EPCI à opérer à compter de janvier 2017.

Enfin, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a confirmé, dès sa création, son engagement dans le soutien d'une agriculture de proximité en inscrivant des mesures en faveur des activités agricoles et pastorales dans ses différents documents stratégiques communautaires. La CASA souhaite ainsi s'engager dans l'accompagnement de projets ambitieux de développement agricole.

4- Les mobilités

L'organisation des déplacements constitue un enjeu majeur qui doit participer à l'amélioration du cadre de vie, à la protection de l'environnement, à la satisfaction des besoins en mobilité de tous les publics, et en particulier des personnes en situation de handicap et à la sécurité du citoyen.

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a pour ambition première en la matière de développer toutes les alternatives et les complémentarités à la croissance de la circulation automobile, notamment face aux difficultés croissantes de congestion pendulaire pénalisant la desserte de la technopole de Sophia Antipolis.

Pour remplir ces enjeux, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'est fixée pour missions de :

- Participer au développement des services publics de mobilité (transports collectifs, vélos, marche à pied, covoiturage...) et des infrastructures afférentes. L'objectif est d'offrir une multimodalité pertinente et adaptée à chaque déplacement.
- Sensibiliser la population aux enjeux des déplacements.
- Assurer les missions de prospective et planification en mobilité.

Article 4 - Structuration du contrat

Le contrat repose sur un volet stratégique et sur un volet opérationnel.

4-1 Le volet stratégique

Le volet stratégique contenu dans l'annexe 1 définit les principales orientations du territoire en matière d'aménagement, de développement économique, de transition écologique et énergétique et de mobilités, en prenant en compte les principaux schémas régionaux.

4-2 Le volet opérationnel

Le volet opérationnel constitue la déclinaison concrète du volet stratégique. Il est consacré à des projets structurants et intégrés. Il privilégie le droit à l'expérimentation et à l'innovation. Ce volet opérationnel se décline selon une programmation initiale indicative qui porte sur des projets partagés. Cette programmation est en annexe 2 du présent contrat.

Article 5 - Gouvernance du contrat

La gouvernance du contrat est assurée par un comité de pilotage territorial, instance partenariale pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du contrat. Ce comité de pilotage est composé de deux Conseillers Régionaux référents du territoire et du Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ou de son représentant.

Article 6 - Durée du contrat - Clause de revoyure

Le Contrat Régional d'Equilibre Territorial est conclu pour une durée de 3 ans (2017-2019) et prend effet dès sa signature et après délibération de l'ensemble des parties.

Il prévoit une clause de revoyure à mi-parcours et peut faire l'objet d'avenants afin de revoir la programmation, de la réorienter en fonction de la maturité des projets ou d'intégrer de nouvelles opérations.

Ce bilan à mi-parcours est aussi pour la Région l'occasion d'ajuster ses engagements au regard de l'évolution de ses dispositifs et de ses politiques. Ces éléments seront transmis au Comité de pilotage sur proposition du chef de file, avec l'appui des services régionaux.

TITRE II - MODALITÉS FINANCIÈRES

Article 7 - Enveloppe financière

Le montant contractualisé de la dotation est d'un montant maximum de **14 536 300 €** (quatorze millions cinq cent trente-six mille trois cents Euros) pour la période 2017-2019.

La Région s'engage à accompagner le Territoire pour la recherche de financements complémentaires, notamment les crédits européens des fonds structurels (FEDER, FEADER et FSE), ainsi que les programmes contractualisés avec l'Etat dans le cadre du CPER.

Article 8 - Taux de subvention

Le taux d'intervention de la Région sera calculé en fonction des dispositifs de droit commun applicables et des nouveaux dispositifs définis expressément pour le Contrat Régional d'Equilibre Territorial. Des bonifications pourront être envisagées par la Région, sur proposition du Territoire, selon le caractère structurant, innovant, expérimental, ou intégré du projet proposé.

L'aide régionale apportée dans le cadre du présent contrat respecte les modalités fixées par le règlement financier.

Article 9 – Engagement des bénéficiaires

Afin de favoriser la mise en réseau des acteurs, les structures signataires des CRET seront amenées à participer aux manifestations organisées au niveau régional dont la thématique les concerne.

Le Territoire associera les services de la Région aux études qu'elle cofinance.

TITRE III - MODALITÉS D'APPLICATION DU CONTRAT

Article 10 - Conditions de mise en œuvre

Pour chacune des opérations éligibles une délibération sera demandée au maître d'ouvrage du projet.

Toute modification substantielle des projets (augmentation importante des coûts de l'opération, retrait de co-financeurs, modification du projet initial notamment) devra être validée par la Région.

10-1 Dépôt des demandes de subventions

Hormis les opérations pour lesquelles des conventions spécifiques sont prévues, les demandes de subventions doivent être déposées préalablement à tout commencement d'exécution. Les opérations dont les travaux auront démarré avant le début d'exécution du contrat pourront faire l'objet d'une dérogation au règlement financier de la Région.

Afin d'en faciliter l'identification par la Région, les demandes de subvention devront obligatoirement faire apparaître dans leur objet : « Contrat Régional d'Equilibre Territorial Région Provence-Alpes-Côte d'Azur/ Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ».

10-2 Mise en œuvre des subventions

L'attribution des subventions au titre du contrat respecte le règlement financier du Conseil régional. Elle procède d'une démarche identique à celle appliquée au droit commun. Ainsi, chaque opération contractualisée fait l'objet d'une décision attributive spécifique de la part de l'Assemblée délibérante après transmission au Président de la Région d'un dossier de demande de subvention par le Territoire.

Pour être prises en compte au titre du CRET, les subventions devront être votées avant son terme, soit le 31 décembre 2019.

10-3 Conditions d'utilisation des subventions

Le Territoire s'engage à utiliser les sommes attribuées par la Région conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Région.

10-4 Modalités de paiement et délai de validité des subventions

En dehors de toute convention spécifique précisant des dispositions contraires, le règlement financier de la Région s'applique.

10-5 Modalités de contrôle

Le Territoire peut être soumis au contrôle des délégués de la Région. A cet effet, il tient à la disposition de la Région toute information nécessaire au contrôle de gestion lié à l'emploi des sommes versées par la Région. La Région peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution de l'opération et faire procéder par ses délégués à toute vérification sur pièce ou sur place.

10-6 Reversement des subventions

En cas de non-respect des termes prévus par la présente convention, le maître d'ouvrage :

- ne pourra prétendre au versement de la subvention ou au versement du solde de la subvention ;
- devra rembourser les sommes indûment perçues.

Si le contrôle sur pièces transmises par le bénéficiaire ou les contrôles sur place effectués par la Région conduisent la Région à constater la non-exécution totale ou partielle de l'opération subventionnée ou le non-respect par le bénéficiaire d'une disposition du règlement financier, le bénéficiaire :

- ne pourra prétendre au versement du solde de la subvention ;
- devra rembourser les sommes indûment perçues.

10-7 Mise en œuvre de conventions

Des conventions spécifiques pourront intervenir dans le cadre de ce contrat.

Les opérations inscrites au titre de ce dispositif ou de toute autre convention inscrite au contrat seront présentées et validées par le Comité de pilotage du Territoire.

10-8 Suivi de la programmation annuelle et du PPI

Un tableau de bord de suivi des opérations est mis en œuvre afin de garantir la bonne réalisation du contrat.

Article 11 - Outils partagés

Différents documents/outils seront communiqués au Territoire pour l'élaboration, le suivi et le bilan du contrat (fiches actions, tableaux de bord de suivi des opérations, trame des indicateurs d'évaluation).

Il est demandé au Territoire d'associer la Région aux démarches d'études et à l'élaboration des démarches stratégiques, de mettre en commun les données dont il dispose et de s'impliquer également pour :

- l'acquisition, la production mutualisée et la diffusion de données statistiques et géographiques (ortho photographies, référentiels de l'IGN, bases de données métiers et thématiques, etc.) ;
- la participation aux actions du CRIGE ;
- la participation au Réseau Connaissance et Territoire ;

Par ailleurs, la production commune de travaux, de diagnostics, d'études, pourront faire l'objet de valorisation auprès des autres acteurs pour alimenter le débat sur les enjeux régionaux.

Article 12 - Communication

Toute information à destination du public et des médias doit faire état de la nature et du montant de la participation régionale.

Le Territoire s'engage à assurer la promotion des actions financées à travers différentes actions, notamment :

- apposer une information sur le site de chaque opération pendant toute la durée des travaux, en particulier les panneaux de chantier comporteront l'indication de l'aide régionale et devront faire figurer le logo régional de façon identique ;
- apposer les logos de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et faire mention de sa contribution de manière visible sur tout document, étude, édition ou publication et sur le lieu d'une manifestation, et de faire mention du soutien de la Région dans les communiqués de presse, au cours des interviews radio-télévisées, ainsi que sur les outils de communication auxquels le territoire a recours pour assurer la promotion de la manifestation (affiches, plaquettes, programmes, etc.) ;
- apposer une information sur chacune des réalisations après la fin des travaux sur une durée raisonnable qui mentionne que l'opération concernée a été réalisée par le territoire avec la contribution de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec le logo et le montant de la contribution.

- Le Territoire s'engage par ailleurs à organiser systématiquement avec la Région les inaugurations des projets. La Région conditionne le paiement des aides au respect des conditions détaillées ci-dessus.

Article 13 - Evaluation du contrat

A échéance du contrat, la production d'un bilan quantitatif et qualitatif partagé est réalisée, sous la responsabilité du chef de file, en lien avec les signataires et sur la base d'indicateurs proposés par la Région au cours de la première phase du contrat.

- La mise en œuvre du projet de territoire fera l'objet d'une attention particulière avec notamment l'état des lieux des projets engagés, leur niveau d'intégration, leur caractère innovant, leur capacité à mutualiser l'ingénierie, la mobilisation financière des partenaires, la mise en réseau, la prise en compte des enjeux écologiques et énergétiques, le respect des critères d'éco-conditionnalités ;
- Le partenariat Région / Territoire sera interrogé à travers notamment la tenue des différentes instances de pilotage, leur fréquence, leur contenu, leurs participants, leurs modalités de préparation... ;

Article 14 - Conditions et modalités de résiliation du contrat

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de cette convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 15 - Responsabilité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'aide financière apportée par la Région ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au titulaire ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 16 - Litiges



En cas de difficultés liées à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties tenteront de procéder par voie de règlement amiable. Pour ce faire, l'une des parties au moins déclenche une procédure de conciliation par courrier recommandé adressé aux autres parties. Les parties s'engagent à fixer une date de réunion dans les quinze jours à compter de la réception de la première saisine et à désigner des représentants pour assister à cette réunion. En cas de refus exprès d'une des parties de participer à cette réunion ou en cas d'échec des négociations le litige pourra être soumis au tribunal administratif de Marseille.

Fait à Marseille, le

<p style="text-align: center;">Le Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur</p> <p style="text-align: center;">Christian ESTROSI</p>	<p style="text-align: center;">Le Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis</p> <p style="text-align: center;">Jean LEONETTI</p>
---	--

A N N E X E 1

ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU TERRITOIRE

 Région Provence Alpes Côte d'Azur	<p align="center">Contrat Régional d'Equilibre territorial (2017–2019) entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis</p>	 COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SOPHIA ANTIPOLIS
---	---	--

Volet stratégique Aménagement et équipement du territoire
--

ENJEUX DU TERRITOIRE SUR LA THEMATIQUE

Premier territoire des Alpes-Maritimes à approuver un SCOT (en 2008 – actuellement en révision) et à engager une stratégie foncière d'agglomération avec l'EPF Paca dès 2004, la communauté d'agglomération Sophia Antipolis met en œuvre depuis dix ans des projets urbains importants prenant appui notamment sur les engagements du Projet d'agglomération et sur l'identification d'espaces à enjeux de développement d'intérêt communautaire.

Après avoir priorisé les opérations à dominante logements et équipements publics, l'accent est désormais mis sur la thématique économique afin de poursuivre et de renouveler l'attractivité du territoire de la CASA et d'œuvrer au renforcement et la diversification de ses composantes.

Dans cette perspective, l'un des projets phares est la mise en œuvre sur la technopole de « *Sophia Antipolis 2030* ».

Réussite incontestable fondée sur un modèle spatial innovant, Sophia Antipolis est aujourd'hui une référence mondiale de territoire d'activités qui réunit les domaines de la formation, de la recherche et de la production en donnant une place initiale considérable à la nature, à l'environnement et au paysage. Ce modèle présente aujourd'hui quelques limites et dysfonctionnements issus de la croissance rapide de la technopole (36000 emplois, 6000 étudiants, plus de 2000 entreprises) et de l'évolution profonde des modes de vie.

Pour poursuivre sa trajectoire, Sophia Antipolis dispose aujourd'hui de grandes perspectives de développement, avec plus de 150 hectares de propriétés publiques potentiellement urbanisables. Une réflexion a été engagée avec l'Etat visant l'identification des défis auxquels la technopole doit répondre (attractivité, innovation, renouvellement urbain, accessibilité...), le renouvellement du concept originel de la technopole et la traduction programmatique et spatiale sur le territoire.

En matière de logement, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a adopté en décembre 2011 son deuxième Programme Local de l'Habitat (PLH). Établi dans la continuité du programme précédent, ce PLH fixe, pour les six années 2012-2017, le cadre d'intervention de la CASA et ses grandes orientations afin d'offrir à chacun la possibilité de se loger sur son territoire.

En effet, dans un contexte très tendu où les prix de l'immobilier et du foncier sont extrêmement élevés, pour permettre aux ménages les plus modestes d'accéder à un logement, l'objectif majeur de la CASA est d'aider à la production de logements abordables et adaptés aux besoins de sa population (locatif social, l'hébergement spécifique, accession sociale à la propriété etc...)

RAPPEL DES POLITIQUES CONDUITES SUR LA PERIODE CONTRACTUELLE PRECEDENTE (CPER, Contrats de Développement et contrats de Pays, Programmes européens, ...)

En matière d'aménagement et de développement durable du territoire, la CASA a mis en œuvre son premier Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) mettant en évidence la trajectoire de développement attendue pour l'agglomération à travers la définition d'espaces à enjeux repris dans le précédent CPER.

Dans une visée opérationnelle, elle a adossé une politique foncière dynamique appuyée par un partenariat d'ampleur avec l'EPF PACA. Cette stratégie a permis notamment de structurer des espaces de développement qualitatifs, d'améliorer notablement la production de logements pour actifs et d'amorcer une restructuration-développement des espaces d'activités économiques sur le territoire de l'agglomération.

En matière de logement, la CASA est engagée dans une politique volontariste et dynamique, confortée en 2015, par la prise de délégation des aides à la pierre de la part de l'Etat, lui permettant de se positionner comme « chef de file » de la politique d'Habitat sur son territoire et vis-à-vis de l'ensemble des acteurs œuvrant dans ce domaine.

Pour mémoire, l'objectif fixé par le PLH 2012-2017 de la CASA est de produire:

- ✓ 598 logements locatifs sociaux par an (ce nombre correspond aux objectifs SRU 20 % qui prévalait à l'époque
- ✓ 50 à 150 logements en accession sociale par an
- ✓ 1200 à 1500 logements libres

Au 1^{er} janvier 2015 le parc locatif social de la CASA compte 7 923 logements locatifs sociaux soit une progression de 20,7 % sur la période 2012-2015. Par ailleurs, la production de logements a été multipliée par trois sur cette même période, avec une moyenne de 500 logements livrés par an.

Le Bilan du PLH à mi-parcours présenté en Comité Régional de l'Habitat (CRH) en juin 2016 a conforté les actions menées par la CASA pour encourager et accompagner la réalisation d'opérations diverses aussi bien dans le parc public (constructions neuves, acquisition amélioration, réhabilitation) que dans le parc privé (lutte contre les logements vacants et insalubres)

OBJECTIFS POURSUIVIS SUR LA PERIODE 2017-2019

La période 2017-2019 doit permettre de mener à bien les études techniques pré-opérationnelles et les travaux des ZAC inscrites dans le projet Sophia 2030.

La question du logement étant une question prégnante en termes de développement pour la CASA avec notamment l'arrivée de grands projets structurants comme Sophia Antipolis 2030 avec notamment la ZAC des Trois Moulins et le secteur du Fugueiret, l'enjeu pour l'Agglomération est de poursuivre son action en faveur de la mixité sociale notamment dans le cadre de l'élaboration en 2017 de son 3^{ème} PLH en :

- Anticipant les besoins en logements, induits par les futurs grands projets et en travaillant sur des projets innovants permettant de répondre à des enjeux multiples en matière de recherche, de formation, d'accès au logement des jeunes, et de développement économique ;
- Développant une offre locative sociale adaptée aux besoins et ce, dans un souci d'équilibre territorial tout en tenant compte des possibilités de développement du territoire et des objectifs SRU ;

- Priorisant son action sur les communes soumises à l'article 55 de la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain et/ou les communes cumulant des difficultés techniques liées notamment aux plans de prévention des risques, pour lesquelles l'équilibre financier des opérations est difficile à trouver.

PRINCIPAUX PROJETS

Outre la mise en œuvre de la révision du SCOT, le volet aménagement et équipement du territoire du CRET s'articulera autour de trois thématiques principales :



- La question du logement, prégnante en termes de développement pour la CASA avec notamment l'arrivée de grands projets structurants. L'enjeu pour l'Agglomération est donc de poursuivre son action en faveur de la mixité sociale notamment dans le cadre de l'élaboration en 2017 de son 3ème PLH : anticipation des besoins en logement, notamment pour les chercheurs et les étudiants ; développement d'une offre locative sociale adaptée aux besoins et ce, dans un souci d'équilibre territorial tout en tenant compte des possibilités de développement du territoire et des objectifs SRU.
- La mise en œuvre du projet phare « *Sophia Antipolis 2030* » sur la technopole qui permettra l'aménagement et de développement de sites déclarés d'intérêt communautaire dans une logique de renouvellement du concept de la technopole à l'horizon 2030 (ZAC des Trois Moulins et ZAC Le Fugueiret / Cité du Savoir).
- La réalisation de grands équipements d'intérêt communautaire sur la ville centre.

RESULTATS ATTENDUS

La mise en œuvre de ces projets doit permettre de consolider la dynamique de développement à l'œuvre depuis 2014.

Sur le fondement d'un SCOT révisé, le territoire de la CASA accueillera au sein de « Sophia Antipolis 2030 » de nouveaux espaces de vie et de travail contemporains à destination des actifs et des étudiants et desservis par une infrastructure de mobilité en site propre.

Mobilisant des fonciers désormais maîtrisés et développant près de 500 000 m² de surface de plancher, ces projets permettront de consolider la présence de l'enseignement supérieur et de la recherche au sein de la technopole et de soutenir fortement l'innovation et la création d'emplois.

 Région Provence Alpes Côte d'Azur	Contrat Régional d'Equilibre Territorial (2017–2019) entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis	 COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SOPHIA ANTIPOLIS
---	---	--

Volet stratégique Transition Ecologique et Energétique

ENJEUX DU TERRITOIRE SUR LA THEMATIQUE

Le territoire de la technopole Sophia Antipolis, première technopole d'Europe, constitue un support spécifique et idéal, capitalisant sur sa singularité et sa capacité d'innovation depuis presque cinquante ans.

Les installations existantes et les projets à venir sur les 20 prochaines années seront des supports prioritaires pour la mise en œuvre de ces objectifs qui garantiront également l'attractivité renouvelée de la technopole.

A titre d'information, depuis plusieurs années, la CASA a mis en place :

- un Espace Info Energie qui accompagne plusieurs centaines de particuliers chaque année dans leur projet de rénovation, de construction et d'installation de systèmes de production d'ENR.
- un service de Conseil en Energie Partagé (CEP) qui propose aux communes adhérentes une expertise sur le suivi des contrats et consommations énergétiques, l'isolation des bâtiments communaux, etc... avec des gains très rapides de l'ordre de 15% pour les communes.

RAPPEL DES POLITIQUES CONDUITES SUR LA PERIODE CONTRACTUELLE PRECEDENTE (CPER, Contrats de Développement et contrats de Pays, Programmes européens, ...)

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est active depuis 2008 dans la mise en œuvre de la transition énergétique avec tout d'abord la mise en œuvre d'un Plan Local Energie Environnement pour la période 2009 – 2012 puis son évolution par l'adoption d'un Plan Climat Energie Territorial mis en œuvre sur la période 2014 – 2019, en partenariat avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, la Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins et les villes d'Antibes, Cannes et Grasse.

Le PCET de la CA Sophia Antipolis s'organise en 5 axes stratégiques :

- I. Engager l'Ouest 06 vers la construction d'un territoire durable
- II. Conforter l'attractivité du territoire en anticipant les effets du changement climatique
- III. Engager le territoire vers la transition énergétique
- IV. Poursuivre l'exemplarité de l'action publique
- V. Fédérer l'ensemble des acteurs et des habitants

OBJECTIFS POURSUIVIS SUR LA PERIODE 2017-2019

Le taux d'intégration d'ENR – c'est-à-dire le rapport entre la production d'énergie renouvelable et la consommation d'énergie du territoire – est évalué à 5,8 % pour le territoire de la CASA. Le PCET CASA est particulièrement ambitieux sur les efforts de réduction des consommations énergétiques à l'horizon 2030 : une réduction de 27 % des consommations énergétiques est fixée comme objectif.

Sur les énergies renouvelables, compte tenu des spécificités du territoire, des efforts pourront être particulièrement marqués sur le développement du photovoltaïque et du bois énergie. Ces efforts conjugués doivent permettre au territoire d'atteindre un taux d'autonomie énergétique de près de 25 % d'ici 2030.

Cette stratégie se concrétise à travers la mise en œuvre d'une cinquantaine d'actions qui couvrent l'ensemble du champ des compétences de la collectivité : aménagement du territoire, mobilités, collecte des déchets, habitat/logement, logistique urbaine, environnement, etc.

PRINCIPAUX PROJETS

Le volet transition écologique et énergétique du CRET s'articule autour de 2 opérations qui contribueront à l'autonomie énergétique des entreprises, en lien notamment avec la chaîne de l'innovation :



- La mise en œuvre d'une AMO Energies renouvelables en direction des entreprises
- La réalisation d'une centrale solaire photovoltaïque pour le Business pôle

RESULTATS ATTENDUS

Au travers des trois prochaines années du présent Contrat régional d'équilibre territorial, la CASA souhaite démultiplier les actions engagées et inscrites au PCET et consolider les dispositifs destinés à soutenir l'efficacité énergétique des bâtiments publics présents sur notre territoire et accompagner la réhabilitation du parc de logements en intervenant prioritairement sur la gestion et la résolution de la précarité énergétique.

Dans la perspective de consolider le positionnement pionnier du territoire de Sophia Antipolis en matière d'innovation, des actions spécifiques sont imaginées pour produire un Schéma directeur des énergies renouvelables intégrable au SCOT en révision et aux PLU et déclinant des projets opérationnels.

Spécifiquement sur le site de la technopole Sophia Antipolis, une AMO est programmée sur le thème du développement des ENR (utilisation des toitures et parkings, développement de productions locales, expérimentations et développement des produits en R&D sur Sophia, projet de couverture photovoltaïque de la pépinière d'entreprises « Business Pole »....)

<p>Région</p>  <p>Provence Alpes Côte d'Azur</p>	<p>Contrat Régional d'Equilibre Territorial (2017–2019) entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis</p>	 <p>COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SOPHIA ANTIPOLIS</p>
---	---	--

Volet stratégique
Développement Economique et Emploi

ENJEUX DU TERRITOIRE SUR LA THEMATIQUE

Le Projet d'Agglomération de la CASA poursuit trois objectifs stratégiques en matière de développement économique :

- Le renouvellement qualitatif de la compétitivité économique du territoire ;
- La diversification sectorielle et géographique des activités économiques ;
- Le renforcement du rayonnement économique du territoire, du local à l'international.

Ces objectifs concernent tout particulièrement le soutien aux secteurs économiques moteurs de l'agglomération : les activités innovantes et Sophia Antipolis, le tourisme et le commerce.

Dans ce contexte, la CASA souhaite renforcer les moyens en faveur de sa politique de développement économique aux travers de projets structurants en partenariat avec la Région PACA.

Ces projets apportent des réponses concrètes aux enjeux suivants :

- Evolution du modèle de développement économique et d'aménagement de Sophia Antipolis : de l'innovation technologique aux innovations d'usage, au sein d'une technopole plus urbaine devenant un lieu de vie et de liens sociaux.
- Valorisation de l'économie « identitaire » du territoire : entre sauvegarde des métiers du feu et des activités agricoles et mise en synergie des activités liées au thème de la mer.
- Pérennisation sur le littoral et développement, sur le moyen et le haut-pays, d'une économie de proximité artisanale, commerciale et de services.

A Sophia Antipolis, il s'agit d'agir sur le rayonnement et l'attractivité de la technopole au profit de la dynamisation des écosystèmes de startups et d'entreprises leaders.

Les études récentes (OFCE-2015, CCINCA-2016), confirment que Sophia Antipolis conserve son avance en matière de performance économique et d'attractivité des grands comptes, en particulier dans les domaines du numérique et des data-sciences. La technopole connaît, par ailleurs, une mutation profonde de son modèle de développement à travers l'émergence d'écosystèmes de startups adressant des marchés d'usage. Ces écosystèmes sont en recherche de synergies, y compris avec les entreprises leaders, et ont largement contribué à la dynamique French Tech Côte d'Azur et ses récentes labélisations thématiques (« CleanTech / Mobility », « Security / Privacy » et « EdTech / Entertainment »).

RAPPEL DES POLITIQUES CONDUITES SUR LA PERIODE CONTRACTUELLE PRECEDENTE (CPER, Contrats de Développement et contrats de Pays, Programmes européens, ...)

Le développement économique est une des compétences clés de la CASA inscrite dès la charte d'adhésion des 24 communes membres.

Le CPER 2007-2013 a principalement permis de renforcer les pôles de compétences sur le territoire, dont le campus STIC –Sophia Antipolis avec un soutien aux premiers équipements et un renforcement du potentiel de formation et de recherche et le pôle agrosociétés, avec une structuration de la recherche en santé des plantes.

Le *Sophia Business Act* de 2012 est le document stratégique qui définit la politique de soutien aux entreprises que la CASA, le SYMISA, le club des dirigeants, l'université et la CCI souhaitent mettre en œuvre ensemble sur la technopole. Il a permis la mise en place d'outils de soutien à l'innovation et aux entreprises innovantes, ainsi que de soutien à la création d'emploi.

OBJECTIFS POURSUIVIS SUR LA PERIODE 2017-2019

Pour répondre aux nouveaux besoins émergeant en matière d'accélération, d'expérimentation, de démonstration et de visibilité à l'international, la CASA souhaite, à l'horizon 2020 mener les actions suivantes :

- Accroître, diversifier et organiser l'offre d'hébergement d'entreprises en lien avec la chaîne de l'innovation sophilopolitaine : bio-incubation, pépinière, hôtellerie, accélération, clusters thématiques, soft-landing... ;
- Repérer, accompagner et communiquer sur les startups en croissance, pour favoriser les « Success Stories » sophilopolitaines ;
- Créer un lieu central de rencontre, de communication et de démonstration des savoir-faire et innovations de la technopole ;
- Mettre en place, en partenariat avec les acteurs économiques locaux, un « Guichet d'Accueil Entreprises » offrant un « bouquet multiservices » à même de traiter les différentes problématiques rencontrées par les entreprises de Sophia Antipolis ;
- Faire émerger une offre plus lisible et étoffée en capital-risque et développement au profit des entreprises sophilopolitaines ;
- Contribuer à faire de Sophia Antipolis un territoire d'expérimentation : faciliter l'accès aux données publiques et à l'usage du territoire, lancer ou accompagner des projets collaboratifs visant à tester ou mettre en valeur les innovations locales auprès du grand public.

Le développement de Sophia Antipolis nécessite, aussi, une action accrue en faveur de la visibilité et de l'attractivité internationale de la technopole dans un environnement très concurrentiel. La CASA s'engage, ainsi, dans la mise en œuvre d'une politique de marketing territorial ambitieuse, en partenariat avec l'agence Team Côte-d'Azur. Elle se traduit concrètement par l'usage d'outils de prospection et d'accueil des entreprises (« Welcome Package »), de communication et de promotion institutionnelle (plaquettes de présentation du territoire, campagnes d'affichage...) et opérationnelle (salons, annuaires d'entreprises...).

Enfin, la CASA entend dynamiser le processus de « fertilisation croisée » propre à Sophia Antipolis. D'une part, au travers d'une gouvernance clarifiée, autour d'un « bureau opérationnel » regroupant les principaux acteurs publics et privés de la technopole qui nouent, ainsi, ensemble des partenariats et coordonnent leurs offres de services. D'autre part, au travers d'un engagement financier et opérationnel renforcé au profit de projets innovants conduits par les acteurs économiques et associatifs de l'écosystème sophilopolitain.



PRINCIPAUX PROJETS

Le CRET se concentrera sur le développement de la chaîne de l'innovation avec le soutien au projet Immobilier d'entreprise Business Pôle 2.0 (études et travaux).

Cette participation se concentre sur la chaîne de l'innovation qui proposera aux entreprises une offre immobilière diversifiée, et donc adaptée à leurs besoins. La chaîne de l'innovation préfigure la territorialisation de l'OIR identifiée sur ce territoire.

RESULTATS ATTENDUS

Le développement de la chaîne de l'innovation a pour objectif premier de développer un emploi innovant et porteur de valeur, ancré de façon durable sur le territoire de la CASA. Il existe un fort potentiel de création d'entreprises qui mérite d'être reconnu et accompagné par les puissances publiques. Les entreprises créées à Sophia Antipolis sont la vitrine de l'excellence de la recherche menée à Sophia : une offre d'hébergement et d'accompagnement qui répond à la demande doit permettre une meilleure valorisation de la richesse créatrice du territoire.

 <p>Région Provence Alpes Côte d'Azur</p>	<p align="center">Contrat Régional d'Equilibre Territorial (2017–2019) entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis</p>	 <p>COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SOPHIA ANTIPOLIS</p>
--	--	--

Volet stratégique Mobilités

ENJEUX DU TERRITOIRE SUR LA THEMATIQUE

L'organisation des déplacements constitue un enjeu majeur qui doit participer à l'amélioration du cadre de vie, à la protection de l'environnement, à la satisfaction des besoins en mobilité de tous les publics, et en particulier des personnes en situation de handicap et à la sécurité du citoyen.

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a pour ambition première en la matière, de développer toutes les alternatives et les complémentarités à la croissance de la circulation automobile, notamment face aux difficultés croissantes de congestion pendulaire pénalisant la desserte de la technopole de Sophia Antipolis. Pour remplir ces enjeux, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'est fixée pour missions de :

- Participer au développement des services publics de mobilité (transports collectifs, vélos, marche à pied, covoiturage...) et des infrastructures afférentes. L'objectif est d'offrir une multimodalité pertinente et adaptée à chaque déplacement.
- Sensibiliser la population aux enjeux des déplacements.
- Assurer les missions de prospective et planification en mobilité.

RAPPEL DES POLITIQUES CONDUITES SUR LA PERIODE CONTRACTUELLE PRECEDENTE (CPER, Contrats de Développement et contrats de Pays, Programmes européens, ...)

La politique de mobilité de l'agglomération vise à restructurer l'offre de transport public pour l'interconnecter aux autres modes de transports (offre ferroviaire, réseaux de bus urbains et départementaux, voiture, modes actifs) et favoriser ainsi le report modal.

Pour cela, il a été décidé de réaliser un axe structurant, un bus à haut niveau de service, dit bus-tram, entre la gare ferroviaire d'Antibes et la technopôle de Sophia et d'y articuler les autres modes de déplacements.

Depuis 2008, les travaux en cours menés par la CASA pour mener à cet objectif ont donc conduit :

- à la création du site PDU
- à la réalisation du Pôle d'échanges d'Antibes
- aux études de localisation et conception de la vélostation d'Antibes
- aux études de conception (encore en cours) du bus-tram Antibes Sophia Antipolis, entre le pôle d'échanges d'Antibes et deux secteurs Sud de Sophia (Biot/Saint Philippe et Valbonne/Clausonnes), incluant la conception d'itinéraires cyclables le long de la plateforme
- à la réalisation, dans le cadre du bus-tram, du nœud routier des Trois Moulins, en collaboration avec ESCOTA

Concernant l'amélioration du niveau de service du réseau Envibus, il est à noter :

- la mise en place d'un système SAEIV
- la mise en place d'un système billettique interopérable OPTIMA

OBJECTIFS POURSUIVIS SUR LA PERIODE 2017-2019

A l'horizon 2020, les objectifs poursuivis sont les suivants :

En matière de transport collectif : les études et travaux anticipés sur l'opportunité d'un transport en commun à haut niveau de service au sein de technopole de Sophia Antipolis, en continuité avec le bus-tram Antibes Sophia Antipolis.

En matière de covoiturage : le développement de la pratique du covoiturage, dont covoiturage dynamique, en collaboration avec le Département des Alpes Maritimes, NCA, ESCOTA et les entreprises de Sophia Antipolis. L'effort de la collectivité portera sur les aménagements d'accompagnement à réaliser sur l'espace public et sur la communication/information/sensibilisation à apporter auprès du grand public.

L'effort portera sur la création d'une communauté d'utilisateurs, la définition d'itinéraires cyclables continus pour la desserte de la technopole à partir des communes limitrophes et la réalisation/adaptation des infrastructures identifiées.

En complément de ces axes, l'Agglomération Sophia Antipolis souhaite réaliser un maillage de parkings de rabattement autour de Sophia Antipolis, en amont de la congestion pendulaire quotidienne. Ces espaces multimodaux, aux croisées des principaux axes routiers, permettront le rabattement de la voiture personnelle vers le covoiturage ou le transport public.

Grâce à une accessibilité soignée et une offre de stationnement sécurisé, ils permettront également un rabattement vélo/covoiturage ou vélo/transport public.

PRINCIPAUX PROJETS

L'axe mobilité se concentrera sur le soutien de la ligne 2 du BHNS au sein de la technopole de Sophia Antipolis, en continuité avec le bus-tram Antibes Sophia Antipolis ainsi que sur le développement de parcs relais qui viendront renforcer l'attractivité et l'efficacité du réseau de transport en commun en site propre développé par l'agglomération.

RESULTATS ATTENDUS

Par la ligne 2 du BHNS, est visée l'augmentation du linéaire sur lequel s'appliquera le haut niveau de service de transport en commun du réseau EnVibus, renforçant ainsi sa fiabilité et son efficacité. L'objectif est d'encourager le report modal, de l'autosolisme vers le transport collectif, par cette offre complémentaire pouvant concerner la quasi-totalité des emplois de la technopole. Cette mesure s'adresse au flux Antibes-Sophia, et au flux ferroviaire Sud-est Sud-ouest via le Pôle d'échanges d'Antibes, soient 30 % des actifs du Parc de Sophia

Par le développement du covoiturage, dont covoiturage dynamique, est attendu un report modal des actifs résidents du moyen et haut pays (Nord-ouest, Nord et Nord Est) , visant à limiter la congestion routière et la saturation quotidienne, matin et soir, des axes et villages du moyen pays.

Ces deux mesures doivent contribuer pour l'utilisateur à :

- un gain de temps sur la durée du trajet moyen pour rejoindre et quitter Sophia Antipolis, voire une garantie des temps de parcours pour les utilisateurs des transports en commun
- une qualité de l'air améliorée, par une moindre circulation quotidienne
- une accidentologie réduite par la moindre saturation routière
- une prise de conscience d'une responsabilité collective à redonner une accessibilité attractive à Sophia, en agissant en collaboration avec les acteurs économiques et les salariés.

A N N E X E 2

TABLEAU DE SYNTHÈSE DE LA PROGRAMMATION

Opération	Maître d'ouvrage	Coût total contractualisé	Montant Région prévisionnel
AXE 1 AMENAGEMENT			
Production de 500 logements sociaux	Bailleurs	73 492 000 €	3 000 000 €
Création 60 logements chercheurs (Cité du savoir) - Production des logements	CASA	3 645 000 €	360 000 €
Création d'une résidence service étudiante - Travaux	CASA et bailleurs	13 430 000 €	720 000 €
Projet Sophia 2030 : ZAC des Trois Moulins à Antibes (Travaux)	CASA	3 000 000 €	900 000 €
Projet Sophia 2030 : ZAC Le Fugueiret / Cité du Savoir à Valbonne (Travaux)	CASA	2 500 000 €	750 000 €
Réalisation d'une base nautique sur le site du Ponteil	Antibes	4 110 000 €	411 000 €
Restructuration et modernisation du stade nautique	Antibes	11 000 000 €	1 100 000 €
Réalisation d'un nouveau conservatoire de musique et d'art dramatique	Antibes	13 350 000 €	1 335 000 €
Révision du SCOT	CASA	170 000 €	68 000 €

TOTAL AXE 1 (9 opérations)		124 697 000 €	8 644 000 €
AXE 2 TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE			
AMO Energies renouvelables en direction des entreprises	CASA	60 000 €	30 000 €
Centrale solaire photovoltaïque Business pôle	CASA	200 000 €	100 000 €
TOTAL AXE 2 (2 opérations)		260 000 €	130 000 €
AXE 3 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE			
Chaine de l'innovation - Hébergement en pépinière et hôtel d'entreprises - Etudes d'opportunité et d'organisation fonctionnelle + Etudes environnementales + Etudes techniques	CASA	552 000 €	110 400 €
Chaine de l'innovation - Hébergement en accélérateur pour start up - Etudes d'opportunité et d'organisation fonctionnelle + Etudes environnementales + Etudes techniques	CASA	202 000 €	40 400 €
Chaine de l'innovation - Hébergement en Soft Landing (offre immobilière temporaire) - Etudes d'opportunité et d'organisation fonctionnelle + Etudes environnementales + Etudes techniques	CASA	274 000 €	54 800 €
Chaine de l'innovation - Hébergement en ateliers de prototypage et de pré-production (accueil d'activités productives) - Etudes d'opportunité et d'organisation fonctionnelle + Etudes environnementales + Etudes techniques	CASA	270 000 €	54 000 €

Chaîne de l'innovation - TOTEM (lieu central de rencontre et de communication sur la technopole) - Etudes d'opportunité et d'organisation fonctionnelle + Etudes environnementales	CASA	305 000 €	61 000 €
Chaîne de l'innovation - Pré incubation et incubation - Etudes d'opportunité et d'organisation fonctionnelle + Etudes environnementales + Etudes techniques	CASA	178 000 €	35 600 €
Chaîne de l'innovation - Immobilier d'entreprise Business Pôle 2,0 - Travaux	CASA	38 931 000 €	3 893 100 €
TOTAL AXE 3 (2 opérations)		40 712 000 €	4 249 300 €
AXE 4 MOBILITES			
BHNS - Ligne 2	CASA	3 000 000 €	176 000 €
Parcs relais BHNS (Croix rouge, Trois moulins, Clausonnes) Etudes et Travaux	CASA	11 770 000 €	1 177 000 €
Parcs relais (5 portes de Sophia) - Etudes	CASA	1 200 000 €	120 000 €
Parcs relais "Zones de rencontre" sur Sophia - Etudes	CASA	400 000 €	40 000 €
TOTAL AXE 4 (4 opérations)		16 370 000 €	1 513 000 €
TOTAL CASA (17 opérations)		182 039 000 €	14 536 300 €

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/12/2016
Numéro : CC_2016_166
Nature : DE - Deliberations
Objet : Contrat Régional d'Equilibre Territorial - Approbation
Matière : 5.7 - Intercommunalite

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : qqyhFJF

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/12/2016
Identifiant : 006-240600585-20161219-CC_2016_166-DE

Acte reçu

Date : 19/12/2016
Numéro interne : CC_2016_166
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 7
Objet : Contrat Régional d'Equilibre Territorial - Approbation
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20161219-CC_2016_166-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20161219-CC_2016_166-DE-1-1_2.PDF